



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 30/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FAIVRE SAS

10 rue de Motey Besuche
70140 Montagney

Références : -
Code AIOT : 0012200031

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement FAIVRE SAS implanté Route de Vesoul 70100 Velesmes-Échevanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAIVRE SAS
- Route de Vesoul 70100 Velesmes-Échevanne
- Code AIOT : 0012200031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société FAIVRE SAS est spécialisée dans la collecte et le négoce de produits agricoles ; ainsi elle

assure :

- la réception par route de céréales (maïs, blé, orge, avoine ...),
- le séchage de céréales humides (maïs, tournesol...) en période de collecte,
- le stockage de céréales,
- la vente de céréales, produits phytosanitaires, engrais, semences et aliments pour le bétail.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Arrêts et mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Dispositifs de secours électriques (Liste et équipement secours)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	4 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie du stockage de GPL	Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.4.5.1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Nettoyage des poussières	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande d'action corrective	6 mois
12	Zonage ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
9	Plan d'action	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site FAIVRE de Velesmes-Echevanne ne dispose pas de procédure en cas de pertes d'utilité électrique ni de dispositifs de secours. Le silos nécessite toutefois une surveillance de la température et une possibilité de ventilation des cellules et de vidange du séchoir en cas de coupure électrique afin de s'assurer de l'absence de risque d'échauffement.

Le site doit également mettre à niveau le débit disponible d'arrosage de la cuve de GPL.

Il doit également poursuivre la mise en conformité du système d'aspiration permettant un nettoyage efficace des poussières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : Le site de FAIVRE est alimenté directement par un transformateur électrique relié à la ligne haute tension depuis 2000.

<p>Ce transformateur alimente notamment le séchoir, les équipements de manutention, la ventilation, la filtration, la lumière.</p> <p>Le silo dispose d'un panneau de reports visuels du fonctionnement de l'ensemble des installations du site qui permet d'être alerté en cas de dysfonctionnement (dont la raison n'est pas forcément une défaillance électrique).</p> <p>Le silo ne dispose pas de sondes de températures. La surveillance est réalisée via une prise d'échantillon manuelle et un test en laboratoire.</p> <p>A noter que des détecteurs de fumées à piles sont présents au niveau des installations de stockage des engrais. Ceux-ci ne disposent pas de report visuel ou sonore mais l'exploitant assure qu'ils sonnent suffisamment fort pour être entendus sur l'ensemble du site.</p> <p>A noter que le site ne nécessite pas d'alimentation électrique pour l'utilisation de ses systèmes d'extinction en cas d'incendie car seuls des extincteurs sont prévus sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas de perte d'utilité électrique, l'ensemble des activités du silo s'arrêtent.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tour de manutention : l'arrêt de son fonctionnement ne présente pas de dangers immédiats particuliers. Elle se retrouve parfois en arrêt également en période de fonctionnement normal à cause de bourrage par exemple. • Cases du silos : Celles-ci servent au stockage et n'ont pas besoin d'alimentation électrique en continu. Elle est toutefois nécessaire pour la ventilation. • Séchoir : l'arrêt inopiné du séchoir entraîne la stagnation de grain humide à l'intérieur. L'exploitant estime que la situation peut rester ainsi sans dommage pendant 24h. Au-delà, le grain prend en masse et rend le déblocage manuel du séchoir nécessaire. <p>L'exploitant a indiqué qu'il disposait d'un numéro d'urgence chez son fournisseur d'électricité afin de le contacter en cas de coupure. Il n'a toutefois pas été en mesure de le présenter lors de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : L'exploitant ne dispose pas de procédure de mise en sécurité en cas de perte d'utilité électrique. En cas de perte d'utilité, la procédure suivante (non formalisée) pourra être suivie : <ul style="list-style-type: none"> • séchoir : la personne en charge du silo doit prévenir l'exploitant qui se charge d'appeler EDF afin d'avoir des détails concernant la coupure électrique (cause, durée, etc). L'exploitant se charge ensuite de trouver un groupe électrogène auprès d'une connaissance afin de faire redémarrer le silo. Dans le cas où cela s'avère impossible, il est possible de vider le séchoir manuellement en dernier recours. • Cases du silos : le maintien d'une surveillance de la température du grain est réalisée (prise d'échantillon manuelle). Des rondes sont organisées afin de s'assurer qu'il n'y a pas d'échauffement. En cas d'échauffement constaté, des trappes manuelles situées sur le côté du silo permettent de vider une partie des cellules dans la cour en dernier recours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de produire une procédure de mise en sécurité relative à ses différentes installations en cas de perte d'utilité électrique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes

<p>circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »
<p>Constats :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation du silo sont affichées dans le bureau du responsable du silo qui y est formé. Elles ne comportent toutefois pas d'informations en cas de pertes d'utilités électrique et de nécessité de mettre en sécurité les installations du site. Le personnel n'y est également pas formé. Le cas de la perte d'utilité électrique n'a jamais été testé à l'occasion d'un exercice de plan d'opération interne (POI) par exemple.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de produire des consignes d'exploitation et de sécurité permettant d'assurer la mise en sécurité du silo en cas de perte d'utilité électrique et de s'assurer de l'information de du personnel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

Les seuls détecteurs dont disposent le silo sont les détecteurs de fumées situés au niveau du stockage d'engrais.

L'ensemble des autres vérifications (notamment au niveau de l'échauffement du grain en cellule) sont effectuées visuellement lors des rondes du responsable du silo ou par contrôle lors de la prise d'échantillon manuelle.

La température des échantillons ne peut toutefois plus être mesurée sur le site en cas de perte d'utilité électrique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de secours électriques (Liste et équipement secours)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises

automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »
Constats : Le site de Velesmes-Echevanne ne dispose d'aucun moyen de secours électrique en cas de perte d'utilité électrique. Si la situation se présentait, l'exploitant envisage d'emprunter un groupe électrogène à une connaissance sans qu'une personne précise ou que les moyens à mettre en oeuvre pour installer cet équipement n'aient été identifiés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de s'équiper d'un moyen de secours électrique permettant notamment d'assurer la continuité de la prise de température des échantillons de grain ensilé ainsi que la ventilation des cellules.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
Constats : Le site ne dispose pas de dispositif de secours électrique en cas de perte d'utilité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se doter d'un système de secours électrique en cas de perte d'utilité permettant le maintien de la mise en sécurité du silos.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement. Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie. Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »
Constats : Le site ne dispose pas de dispositif de secours en cas de perte d'utilité électrique. A noter que les 8 détecteurs de fumées disposés dans chacune des cases de stockage des engrais et fonctionnant à pile sont vérifiés chaque année en interne. Ces détecteurs émettent une alerte sonore lorsque les piles arrivent à la fin de leur utilisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de prévoir une procédure de maintenance des dispositifs de secours électriques demandés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Plan d'action

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art 56 « Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »
Constats :

L'exploitant n'a pas prévu de plan d'action pour mettre son installation en conformité avec les dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie du stockage de GPL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.4.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens de secours sont au minimum constitués :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de deux extincteurs à poudre d'un poste d'eau (bouche, poteau,...) public ou privé, implanté à moins de 200 m du stockage • d'un système d'arrosage du réservoir avec un débit minimum de 6l/m²/min. Un film d'eau homogène sur l'intégralité de la surface du réservoir doit être obtenu. Ce système fixe d'arrosage est asservi à une détection gaz judicieusement implanté à proximité du réservoir. Ce système peut aussi être mis en route de manière manuelle à distance du réservoir.
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 11/05/2022, il avait été demandé à l'exploitant de fournir le débit d'arrosage de la cuve GPL. Celui-ci a informé l'inspection par courriel en date du 11/04/2025 que ce débit était égal à 3,54 l/m²/min, ce qui ne respecte pas la prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site en date du 12/06/2013.</p> <p>L'exploitant a indiqué être en cours de réflexion afin de répondre à la prescription :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit en établissant la présence d'une erreur de calcul lorsque la prescription a été établie dans l'arrêté préfectoral du 12/06/2013 • soit en complétant le débit d'arrosage de la cuve GPL afin de répondre à la prescription.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer qu'il dispose d'un débit suffisant permettant l'arrosage de la cuve de GPL :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en re-déterminant le débit nécessaire permettant d'assurer une extinction efficace en cas d'incendie • en complétant les moyens dont il dispose si nécessaire. <p>La justification de ce débit ainsi que les justificatifs de mise en conformité du débit d'arrosage seront transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Nettoyage des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des poussières
Prescription contrôlée : <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté le registre de nettoyage du silo lors de l'inspection. Celui-ci indique que les derniers nettoyages de la poussière ont été réalisés semaine 25 (mi-juin) et semaines 31/32 (fin juillet). L'exploitant a indiqué qu'un nettoyage est réalisé a minima 2 fois par an, et notamment à chaque fin de saison.</p> <p>La partie supérieure des cellules ouvertes a été nettoyée après l'ensilage du maïs, en fin d'année 2024, suite à l'inspection du 06/12/2024.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté un empoussièrement modéré des abords du silo, notamment sur les parois en palplanche et le long des chemins de câbles. Le marquage visuel au sol au niveau du séparateur était visible. Il n'a pas été constaté de traces de pas (signe d'empoussièrement).</p> <p>La partie supérieure des cellules ouvertes, les parois et les chemins de câbles et gaine, étaient toutefois fortement empoussiérés, avec une poussière compacte. Cet état d'empoussièrement avait également été constaté lors de la précédente inspection.</p> <p>Suite à l'inspection du 06/12/2024 et au constat que le nettoyage du silo n'est effectué qu'à l'aide d'un balai, il avait été demandé à l'exploitant de se doter d'un système d'aspiration efficace dans un délai de 1 an.</p> <p>Lors de l'inspection du 04/09/2025, l'exploitant a informé l'inspection que plusieurs devis avaient été établis.</p> <p>Par ailleurs, il avait été demandé à l'exploitant de produire des consignes particulières écrites concernant l'utilisation du balai en attendant que le système d'aspiration soit mis en place sous un délai de 15 jours.</p> <p>Celles-ci ont été transmises par courriel en date du 09/04/2025 et n'appellent pas de remarques particulières.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de concrétiser la mise en place d'un dispositif d'aspiration pour l'ensemble du silo tel que cela lui a été demandé lors de l'inspection du 06/12/2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation du zonage ATEX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a pu être constaté que les zones ATEX n'étaient pas clairement signalées. L'entrée des zones notamment (portes) nécessite une information claire.</p> <p>Les consignes à respecter ne sont pas rappelées et ne sont également pas incluses dans le plan d'opération interne du site en date du 20/11/2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de matérialiser clairement les zones ATEX du silos et d'indiquer les consignes particulières à tenir dans ces zones.</p> <p>Ces consignes devront également être reportées dans le plan d'opération interne du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois